

LA MOBILISATION DES DIPLÔMES-CHÔMEURS

Présentation de l'Union des diplômés chômeurs – UDC (mars 2012)

Il y a plus de 400 000 diplômés chômeurs en Tunisie, dont environ 12 000 sont membres de l'UDC. Le taux de chômage au niveau national est de 27 %, bien que le ministère de l'Emploi parle de 18,2 %. C'est dans ce cadre que l'UDC a vu le jour en 2006.

Extraits d'entretiens avec MAHER HAMDI* et SABRA CHRAÏFA**

Maher : Pendant 23 ans, la politique de Ben Ali en matière d'emploi a été calamiteuse, entièrement basée sur la discrimination et les passe-droits. Sans parler bien sûr de la corruption : par exemple, le prix pour s'inscrire au CAPES se situait entre 8 000 et 12 000 dinars (*entre 4 000 et 6 000 euros*).

En 1998, des groupes se sont créés autour de la question des concours du CAPES. On a commencé à réfléchir à une organisation qui rassemblerait tous les diplômés chômeurs. Puis, le 25 mai 2006, on a fondé l'UDC.

Le pouvoir de Ben Ali a refusé de nous donner un statut légal, et nous étions donc dans la clandestinité. Association indépendante des partis politiques, l'UDC s'est définie comme non-alignée sur le régime de Ben Ali et sa politique.

Avant le 14 janvier, nos principales revendications tournaient autour du droit au travail ainsi que sur l'unification des diplômés dans leur lutte contre le chômage à l'échelle nationale, locale et régionale. Nous agissions pour une réduction du taux de chômage des diplômés, pour rendre les procédures de recrutement transparentes et équitables, éviter le népotisme. Pendant la période de Ben Ali, c'était le maximum qu'on pouvait dire.

Après le 14 janvier, sont venues se greffer de nouvelles revendications comme la justice sociale, la dette, la nécessité d'une remise en cause globale de l'économie afin de permettre la satisfaction de nos revendications.

L'UDC a toujours cherché à s'ouvrir vers l'extérieur. Elle a pour cette raison tissé des liens avec la section tunisienne d'Attac (Raid Attac), la CGT espagnole et, en ce qui concerne la France, la CNT et l'Union syndicale Solidaires.

LES REVENDICATIONS DE L'UDC

Maher : Nous revendiquons une couverture sociale pour tous les diplômés chômeurs, la santé gratuite, une aide pour les transports [...]. Dans la Tunisie post-Ben Ali, tout est à refaire à zéro. C'est un grand chantier. Aujourd'hui, il n'y a pas de salaire minimum, il y a eu juste le programme « Amal » (février 2011/février 2012) de douze annuités de deux cent dinars (100 euros), une sorte de corruption politique pour les chômeurs. Cet aide était conditionnée : il fallait accepter certains emplois précaires, du bénévolat pour l'État, sur des tranches de travail comptées en demi-heure. Les titulaires d'un doctorat ou d'un master n'avaient pas le droit à cette aide, les critères étaient très sévères. [...] Le dernier versement du plan « Amal » a eu lieu en mars 2012. Prenons le cas d'un chômeur qui avait 39 ans en 2011, et qui touchait cette aide. Aujourd'hui, alors qu'il a 40 ans et ne peut plus passer les concours de la Fonction publique, il ne touche plus ses 200 dinars.

L'UDC propose qu'il y ait une Caisse nationale de chômage qui puisse assurer une couverture sociale pour les chômeurs, une prime fixe de 400 dinars minimum (200 euros), que les chômeurs soient encadrés, « coachés ». Avec le coût de la vie en Tunisie, le montant minimal pour vivre dignement ne peut pas descendre plus bas que 400 dinars. On réclame ça pour tout le monde, ce n'est pas seulement une prime de chômage, on revendique un salaire minimum général. Le SMIC est aujourd'hui à 286 dinars (140 euros)¹. Qui peut assurer la fin du mois avec ça ? Les prix du piment, des tomates, des oignons, des œufs, sont devenus presque inaccessibles pour les plus pauvres. Pour la plupart des étudiants avec ces ingrédients ont fait la « oija » (sorte de ratatouille pimentée), c'est le repas des étudiants. On commence à avoir envie de manger un jour une oija ! On ne peut plus assurer nos dépenses, c'est vraiment une situation critique.

LA STRUCTURATION DE L'UDC

N'étant pas légalement autorisée sous Ben Ali, l'UDC était organisée sur la base de structures régionales. Elle envisage aujourd'hui de s'organiser également par secteurs : les sociologues, les économistes, les historiens, etc. En effet, suivant les spécialités, les interlocuteurs ne sont pas les mêmes.

Sabra : J'ai obtenu mon diplôme en 2009/2010. Je me suis alors rendu compte que mon diplôme n'avait aucun rapport avec ce qui était demandé sur le marché du travail tunisien. Sous Ben Ali c'était un tabou de parler de chômage, et même de tout problème économique ou social.

Après le 14 janvier, on a eu davantage la possibilité d'avoir des informations sur les postes à pourvoir. J'ai essayé de faire bouger les choses et je me suis retrouvée à l'UDC. Nous avons donc décidé de faire une action en direction du ministère de l'Emploi. Nous avons contacté nos camarades de l'UGET pour que les étudiants qui n'avaient pas encore terminé leurs études soient avec nous. L'UDC est un peu le maillon de continuité entre l'UGET et l'UGTT, c'est en tout cas le projet qu'on veut créer.

Nos interlocuteurs ne se limitent pas aux ministères de l'Éducation à celui de l'Emploi. Les techniciens supérieurs sont, par exemple, une spécialité qui n'a rien à voir

avec le ministère de l'Éducation. S'il fallait cibler un ministère, ce serait celui de l'Industrie.

Il est nécessaire de garder la structure régionale pour mieux agir partout, mais au sein des bureaux régionaux, on se structure par spécialités, afin de mieux orienter nos actions. À chaque spécialité correspondent des revendications propres.

Maher : Il y a beaucoup de difficultés à surmonter pour amener une structure comme l'UDC, qui a connu six ans de clandestinité, à faire son premier Congrès démocratique. La question est donc : comment parvenir à une dépersonnalisation du pouvoir, ainsi qu'une limitation du pouvoir des partis au sein des organismes syndicaux ? Comment construire aujourd'hui un syndicalisme qui fonctionne de façon démocratique ? Il nous faut une structure horizontale.

Sabra : Je pense que le modèle de l'UGTT est un bon exemple à suivre. Il fonctionne très bien et on peut compter sur eux pour nous soutenir, nous aider à la formation, faire du « coaching »... J'entends par là formation des militants à la base. Une formation pour qu'il y ait une continuité, que ça ne soit pas toujours les mêmes figures qui restent visibles, mais que d'autres apparaissent. On ne devrait pas se contenter de ceux qui ont une expérience, il faut que celle-ci soit transmise. Dans nos structures de base, il y a des militants non encartés qui peuvent assurer le travail syndical au sein de l'UDC. Nous n'avons pas beaucoup de marge d'action, nous sommes très attaqués : on nous dit « un tel fait partie de ce courant, un autre de ce parti, un autre de ce mouvement... », vous êtes leurs « petites mains » sur le terrain. On travaille aussi avec un organisme comme Raid-Attac, et d'autres, avec qui nous sommes sur des principes communs, avec lesquels nous savons que nous pouvons travailler, qui veulent nous soutenir, qui ne sont pas là juste pour récupérer la colère des chômeurs pour leurs intérêts.

LES PROLONGEMENTS INTERNATIONAUX

Maher : On essaye de préparer un premier Congrès des diplômés chômeurs du Nord de l'Afrique. Il y a des camarades Algériens et Marocains qui participent à ce réseau, ainsi que des camarades Espagnols. Au début il devait se faire en novembre 2011, il a été repoussé une première fois à février, puis encore repoussé. Il n'y a pas encore de date, mais ce sera une occasion à ne pas rater pour réunir les forces.

Sabra : Ce n'est pas un problème qui touche uniquement les pays du Sud : on voit ce qui se passe pour la Grèce, l'Espagne ou le Portugal.

Au niveau international, on a encore du mal à parler en profondeur du problème du chômage. Les pays qui ont les plus grands taux de chômage sont des pays qui ne sont pas autonomes dans leurs prises de décisions, ni politique, ni économique. C'est ce qui fait la difficulté. C'est d'ailleurs pour ça qu'on ne règlera pas le problème de l'emploi sans s'être débarrassés de la dette. Nous sommes à l'époque du colonialisme économique, et c'est de celui-ci que nous devons nous libérer.



Manifestation de l'UDC du 29 août 2012 (Photo Aroua Baraket).

LES MANŒUVRES CONTRE L'UDC

Maher : Aujourd'hui, l'UDC a une certaine force : plus de 10 000 membres, un noyau de sympathisants de 30 000 personnes, à Jendouba un élu à l'Assemblée Constituante, des locaux dans les régions.

Face à cela, on a vu apparaître des organisations directement liées au gouvernement : Ennahda a, par exemple, créé la « Ligue des diplômés chômeurs ».

Le 25 février 2012 a par ailleurs été lancée une association de diplômés chômeurs parallèle à l'UDC : l'ATDDE (association tunisienne de défense des diplômés et de l'emploi). Derrière l'ATDDE, on pense qu'il y a d'anciens du RCD, le parti de Ben Ali.

Ces organisations parasites ont été créées pour discréditer l'UDC, et pour que l'UDC n'ait plus le monopole de la négociation avec le gouvernement.

** Maher est un des fondateurs de l'UDC et actuellement membre du bureau national provisoire de l'UDC. Ancien militant de l'UGET (Union générale des étudiants de Tunisie), il est chômeur depuis 2005. Il est pourtant titulaire d'une maîtrise en langue arabe et d'un master en civilisation contemporaine, et actuellement doctorant.*

*** Dès son arrivée à la fac en 2003, Sabra a adhéré à l'UGET. Elle est aujourd'hui une militante active de l'UDC et de Raid Attac.*

Extraits, relus par Maher, d'entretiens réalisés par Elie Octave (Sud Etudiant), Haythem Msabhi (UGET) et Nidhal Chamekh (UGET).

1. Le Smic a été porté à 320 dinars (157 euros) en juillet 2012.

Les rapports entre l'UDC et les syndicats de salariés

(mars 2012)

Entretien avec **SABRA CHRAÏFA**,
militante de l'Union des diplômés chômeurs

Avant le 14 janvier, les syndicats étaient les seules organisations qui nous soutenaient un peu. Notre organisation n'ayant pas été autorisée, nous étions donc dans la clandestinité. Avec l'UGTT, on avait une petite marge de manœuvre. Seuls les syndicalistes ont vraiment soutenu l'UDC dans sa lutte pour le droit au travail. Jusqu'à aujourd'hui, on est en lien avec l'UGTT grâce aux contacts personnels établis dans certaines branches.

On n'a rien fait d'officiel parce qu'on attendait le congrès de décembre 2011 et l'élection d'un nouveau Bureau exécutif de l'UGTT. On savait que ça allait changer, et on a préféré attendre que la situation s'éclaircisse. Maintenant que le bureau a changé, nous souhaitons tisser des liens avec l'UGTT.

Du temps de Ben Ali, l'UGTT était le seul endroit où l'on pouvait exercer ses droits en Tunisie. Le syndicat existait depuis le colonialisme et c'était le seul refuge de la Tunisie. C'était une sorte de grand « rocher ». Il n'est pas question qu'on rentre dans un conflit d'intérêt avec eux. Notre but n'est pas le pluralisme syndical, ce serait affaiblir l'UGTT, qui est le seul organisme national qui peut réunir tout le monde au-delà des divergences politiques.

Extraits, relus par Maher, d'entretiens réalisés par Elie Octave (Sud Etudiant), Haythem Msabhi (UGET) et Nidhal Chamekh (UGET).

Les relations entre l'UDC et les partis (3 mars 2012)

Le point de vue de SABRA CHAÏFA et MAHER HAMDI*

Maher : L'UDC tente de fonctionner loin de la domination des partis politiques. Le problème de l'UGET (Union générale des étudiants de Tunisie) est cette domination, en son sein, des partis. Pour protéger l'UDC, dans la continuité du processus révolutionnaire, il faut former des nouveaux militants, notamment les jeunes qui arrivent.

Sabra : La question de l'indépendance syndicale vis-à-vis des partis s'est posée dès que Bourguiba est arrivé au pouvoir. Tous ceux qui se sont vu refuser l'existence légale de leurs partis se sont mis au travail syndical, même certains membres actuels d'Ennahda. C'était le cas pour l'UGET (Union générale des étudiants de Tunisie), comme pour l'UGTT. La majorité des membres de l'UGET, par exemple, avaient une appartenance politique autre que le RCD. Le premier noyau de l'UDC était presque entièrement composé par des Ugetiens.

Les syndicats étaient l'espace où l'on s'exprimait, où l'on pouvait faire passer des idées, certains partis s'en servaient pour essayer d'imposer leurs idéologies. Ce n'était pas très sain, il y a eu des conflits idéologiques au sein des syndicats, notamment étudiants.

L'UDC a été fondée pour défendre le droit au travail. Ceux qui voulaient nous attaquer l'ont fait en nous accusant d'avoir des appartenances politiques, c'était plus facile de dire « celui-là fait partie de tel courant politique », donc l'UDC est liée à ce parti.

Mais ce problème existe toutefois réellement, et il commence à nous nuire. Les militants qui sont dans des partis ont obtenu leur autorisation, pourquoi ne vont-ils pas faire leur politique au sein de leur parti ?

Il y a aussi un autre problème, celui de la formation. Les Tunisiens n'arrivent pas encore à faire la distinction entre le travail syndical et la vie politique. C'est difficile de faire comprendre qu'on peut être syndiqué sans avoir d'appartenance politique, être indépendant. L'indépendance syndicale est un grand enjeu. On ne peut pas empêcher quelqu'un de suivre une idéologie, ou d'avoir sa carte dans un parti, mais c'est aussi à eux de ne pas imposer leurs idéologies, leurs méthodes, au sein des syndicats. Les membres du bureau de l'UDC, ainsi que les responsables des bureaux régionaux et locaux, ne devraient pas avoir des responsabilités dans les partis. Et cela afin de préserver l'indépendance de l'organisme. Les principes de l'UDC peuvent suffire pour donner une orientation politique. On ne veut pas tomber dans le conflit idéologique. On a vécu ce conflit au sein de l'UGET. J'ai vécu cette expérience sur le terrain à ce moment-là, j'ai vu quel immense gâchis cela a été. On ne peut pas reproduire la même faute, d'autant que beaucoup d'anciens Ugetiens sont aujourd'hui à l'UDC. L'indépendance syndicale est un principe indispensable, il faut retenir cette leçon.

Maher Hamdi : Tous les congrès débouchent sur un consensus politique. Les Congrès de l'UGET débouchaient sur des consensus entre les partis politiques. Aujourd'hui, l'UDC est un champ fertile pour le recrutement des partis, c'est une réalité. Et c'est bien sûr un champ fertile pour les partis de gauche. Pour le congrès de l'UDC, on veut éviter la domination des partis politiques. En ce qui me concerne, j'ai défendu en réunion l'idée que le bureau national provisoire ne devrait pas se représenter lors du prochain congrès. Il faut qu'on ait de nouveaux visages, de nouveaux militants, qui prennent la relève, surtout ceux qui viennent des régions. Toute la politique en Tunisie se concentre sur le grand Tunis, alors que la plupart des militants révolutionnaires viennent des régions, de Sidi Bouzid, de Thala...

Sabra : C'est facile d'attaquer une organisation politique à travers une personne. En Tunisie, la personnalisation de toutes les causes est un grand problème. On ne le résoudra pas du jour au lendemain. C'est le fruit du colonialisme, il y avait monsieur le Prince, « Sidi el Bey », après on a eu le « grand » Bourguiba, le combattant suprême, image qu'a essayé de se réapproprier Ben Ali... Il y a toujours eu ce problème de personnalisation. C'est quelque chose qui se retourne contre les syndicats, on pouvait attaquer l'UGTT parce que son chef, Abdessalem Jrad, était complètement corrompu. À travers une personne, on peut attaquer tout un mouvement. C'est pour ça qu'il est temps d'assurer l'indépendance des organismes syndicaux. C'est un enjeu pour l'UGET, l'UDC et l'UGTT. Dans un sens, l'UGTT semble avoir compris cette leçon, l'UGET commence à suivre ce chemin, c'est à nous aussi de donner un coup de pouce à cette vision.

Sabra : Un jour, on raconte que nous sommes les partisans de Hama Hammami, un autre jour les partisans de Chokri Belaïd, un autre jour ceux d'Abdelrazak Amami (*respectivement leaders du PCOT, du Watad (PTPD), et du Awad-MOUPAD*). Deux membres du bureau national sont au PCOT et ils nous ont permis d'utiliser les moyens matériels de leur parti : téléphone, fax, ordinateurs. Le PCOT soutient notre combat, mais il n'est pas le seul à le faire.

Le problème c'est que dans le grand Tunis, dans la capitale, nous n'avons pas de local. On nous bloque, c'est fait exprès. Le maire de Tunis maintient fermés 7 000 locaux dans la capitale. On a proposé de payer une cotisation pour un local, de payer un loyer à bas prix, sans succès. On a aussi des promesses de subventions de la part du réseau *euro-med*. Mais je ne crois pas trop aux promesses. Il y a un proverbe tunisien qui dit : tant que je n'ai rien entre les mains, la promesse reste une parole.

* Sabra Chaïfa et Maher Hamdi sont militants de l'Union des diplômés chômeurs (UDC).

■ Extraits, relus par Maher, d'entretiens réalisés par Elie Octave (Sud Etudiant), Haythem Msabhi (UGET) et Nidhal Chamekh (UGET).